

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 08/05/2024  
(modifié le 10/12/2024)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2024

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **JOUEN MATERIAUX**

40 rue du Criquet  
78840 Freneuse

Références : /  
Code AIOT : 0006503261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement JOUEN MATERIAUX implanté 40 rue du Criquet 78840 Freneuse.

Le site a été mis à l'arrêt et l'exploitant a quitté les lieux sans information exhaustive de l'inspection sur les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JOUEN MATERIAUX
- 40 rue du Criquet 78840 Freneuse
- Code AIOT : 0006503261    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

#### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Activités de recyclage des laitiers.  
Centrale à béton.

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La société JOUEN MATERIAUX est le dernier exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement ; étant donné que l'inspection n'a pas décelé de signe tangible annonciateur d'une remise en service de cette installation dans les mois à venir, il est demandé à la société JOUEN MATERIAUX de remplir ses obligations relatives à la cessation d'activité du site et de faire réaliser dans les plus brefs délais, par un bureau d'étude certifié, les attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3. Dans ce cadre, l'inspection demande à la société JOUEN MATERIAUX de lui communiquer, sous un mois, les bons de commande validés pour la réalisation d'une prestation ATTES-SECUR et d'une mission DIAG sur l'ensemble des terrains impactés par les activités exercées par la société JOUEN MATERIAUX (et notamment l'extension géographique réalisée en 2014).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

#### **Constats :**

La visite d'inspection du 10 avril 2024 a conduit à établir les constats suivants :

- la société JOUEN MATERIAUX a physiquement quitté les lieux sans qu'un état des lieux écrit n'ait été établi lors de son départ

- à ce jour, la société JOUEN MATERIAUX est le dernier exploitant de l'ICPE connu de l'administration pour les activités de transit, criblage, concassage, valorisation des laitiers et de fabrication de béton, pour les parcelles objet de l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral du 23 août 1996 à la société PIERRE BOULANGER à laquelle JOUEN MATERIAUX a succédé le 30 janvier 2014, ainsi que pour les terrains contigus exploités sans acte ;

- la société JOUEN MATERIAUX n'a pas été en mesure de justifier auprès de l'inspection de la valorisation matière de l'ensemble des déchets de laitiers réceptionnés par ses soins/sous sa responsabilité de 2014 à 2021 (présentation du registre avec identité du client et destination de mise en oeuvre tel que prescrit à l'art. IV.5 de l'AP du 23/08/1996) ni de la destination des déchets générés par son activité et des autres déchets de laitiers non valorisés (titre VIII de l'AP du 23/08/1996 et art. R.541-43 I du code de l'environnement) ;

- la société JOUEN MATERIAUX a réalisé une extension géographique sur environ 1 hectare en 2014, avec défrichage et création d'une plateforme bétonnée sur une partie de l'extension, qui n'est pas représentée sur le plan communiqué à l'inspection dans le courrier du 02/04/2024, et qui ne fait pas partie du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 23/08/1996. Bien qu'exploitée sans titre, cette surface devra être prise en considération pour la cessation d'activité comme faisait partie intégrante du périmètre ICPE exploité sous la responsabilité de la société JOUEN MATERIAUX ;

- plus aucun déchet de laitier n'a été admis sur le site depuis le 31/12/2021, et l'installation de criblage-concassage des laitiers (ICPE 2515) ne fonctionne plus, depuis une date comprise entre le 31/12/2021 et le 29/08/2022. La société JOUEN MATERIAUX a justifié de la mise en sécurité électrique de l'installation au 29/08/2022 ;

- depuis 2022, la société JOUEN MATERIAUX a fait part à de multiples reprises à l'administration de son intention de cesser les activités qu'elle exerçait à Freneuse, mais indiquait rester dépendante des échanges avec la société SPB qui avait manifesté l'intention de reprendre l'exploitation de l'ICPE, au lendemain d'une réunion tripartite SPB – JOUEN MATERIAUX – DRIEAT le 15/11/2022. Cependant, la notification de cessation d'activité ne respecte pas les formes prévues à l'article R512-39-1 du code de l'environnement, étant donné que la société JOUEN MATERIAUX n'a pas été en mesure de

communiquer un document mentionnant :

\* la liste des terrains concernés,

\* les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site au sens de l'article R512-75-1 IV, avec le calendrier associé,

\* la gestion des déchets présents sur site sous sa responsabilité.

Par ailleurs, l'administration n'a pas été destinataire des attestations prévues aux articles R. 512-39-1 et suivants ;

- l'inspection a constaté que, à la demande du propriétaire, plusieurs structures métalliques n'ont pas été démantelées à ce jour ;

- l'inspection a constaté que les mesures relatives aux interdictions ou limitations d'accès, et faisant partie intégrante de la mise en sécurité du site incombant au dernier exploitant, ne sont à ce jour pas définies ni effectives ;

Enfin, l'inspection n'a pas relevé de perspectives réalistes de reprise de l'exploitation des ICPE autorisées par l'arrêté préfectoral du 23/08/1996 à court terme. Par "court terme", on entend avant la fin de 3 années consécutives sans exploitation des installations et conduisant à la caducité de l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R.512-74 du code de l'environnement). Il est également fait part de ce constat au propriétaire du terrain.

Par conséquent, l'inspection demande à la société JOUEN MATERIAUX de faire réaliser dans les plus brefs délais, par un bureau d'étude certifié, les attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à la société JOUEN MATERIAUX de lui communiquer, sous un mois, les bons de commande validés pour la réalisation d'une prestation ATTES-SECUR et d'une mission DIAG sur l'ensemble des terrains impactés par les activités exercées par la société JOUEN MATERIAUX (et notamment l'extension géographique réalisée en 2014).

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois